



Il s'est établi à 42 milliards de dirhams contre 40,2 milliards l'année passée

Déficit budgétaire : Le gouffre continue de se creuser

Kawtar Tali
ktali@aujourd'hui.ma

Le mois de novembre 2019 marque un tournant important dans la sphère financière nationale. Le Trésor a enregistré au onzième mois de l'année la rentrée de 10,6 milliards de dirhams représentant l'équivalent de 1 milliard d'euros emprunté sur le marché financier international.

Cet emprunt obligataire marque le retour du Royaume sur le marché financier international et ce après 5 ans d'absence. Le même mois a connu la rentrée de 1,17 milliard de dirhams au titre des pays du Conseil de Coopération du Golfe et de 1,85 milliard de dirhams au titre du transfert de la propriété d'actifs immobiliers de l'État. C'est ce que l'on peut déduire des dernières statistiques de finances publiques de la Trésorerie générale du Maroc. La TGR observe par ailleurs une aggravation du déficit budgétaire. Ce dernier s'est situé à fin novembre autour de 42 milliards de dirhams contre 40,2 milliards de dirhams enregistré à la même période de l'année

précédente. L'accentuation du déficit budgétaire tient compte d'un solde positif de 5,6 milliards de dirhams dégagés par les comptes spéciaux du Trésor et les services de l'État gérés de manière autonome (Segma).

Les recettes grimpent à 219,2 MMDH

La situation des charges et ressources du Trésor arrêtée aux onze premiers mois de l'année ressort une hausse de 4,7%, et ce en tenant compte du versement en 2018 de 24 milliards de dirhams du compte d'affectation spéciale intitulé «Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe». Hormis ce versement, les recettes se seraient améliorées de 6,4%. Elles se situent en effet autour de 219,2 milliards de dirhams. La progression des recettes ordinaires est tirée par la hausse de 2,4% des impôts directs, de 4,7% des impôts indirects et de 1,7% des droits d'enregistrement et de timbre. Toutefois les droits de douane se

sont légèrement rétractés à fin novembre (0,5%) au moment où les recettes non fiscales ont reculé de 38,1% comparé à la même période de l'année passée.

Plus de 9 MMDH générés par les monopoles

9,1 milliards de dirhams est le montant global des recettes des monopoles et participations générés à fin novembre. Ces ressources s'inscrivent en hausse de 13,1% par rapport à la même période de l'année, soit un additionnel de 1,05 milliard de dirhams comparé à novembre 2018. A cet effet, OCP a versé 2,7 milliards de dirhams contre 2 milliards de dirhams une année plus tôt. La participation de l'Agence de la conservation foncière s'est élevée à 2 milliards de dirhams contre 2,5 milliards de dirhams l'année passée. De même, Maroc Telecom a versé 1,53 milliard de dirhams contre 1,45 milliard de dirhams à fin novembre 2018. On relève également une participation de 825 millions de dirhams

de Bank Al-Maghrib contre 534 millions de dirhams à la même période et 400 millions de dirhams de l'ONDA contre 270 millions de dirhams versés l'année passée. S'agissant du volet privatisation, la TGR souligne dans son rapport statistique que la cession d'une partie de la participation de l'État dans le capital de la société Itissalat Al-Maghrib a rapporté à fin novembre 4,4 milliards de dirhams représentant la part du budget général.

Dépenses vs recettes : Le taux de couverture est de 104%

Le taux de couverture des dépenses par les recettes ordinaires a été de 104% au titre des onze mois de l'année contre 116,7% l'année passée. 46,3% des recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel au moment où 28% ont couvert les dépenses de matériel et 12,9% les intérêts de la dette. De même, 5,7% des recettes ont été destinées aux émissions de la compensation au moment où 3,3% aux rem-

boursements, dégrèvements et restitutions fiscaux. Il est à noter que les dépenses ordinaires émises à fin novembre ont augmenté de 6,9%. Les engagements ont atteint à fin novembre un taux de 77% alors qu'ils se situaient autour de 79% une année auparavant. Les dépenses du budget général se sont par ailleurs élevées à 311,1 milliards de dirhams progressant ainsi de 9,5%. Une hausse qui résulte de l'augmentation de 6,6% des dépenses de fonctionnement, de 3,8% des dépenses d'investissement et de 23,2% des charges de la dette budgétisée.

L'accentuation du déficit budgétaire tient compte d'un solde positif de 5,6 milliards de dirhams dégagés par les comptes spéciaux du Trésor et les services de l'État gérés de manière autonome (Segma).